



Renaud Girard

Le monde
en marche

CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



Parfois l'Histoire s'emballe, le monde va plus vite, l'imprévu fait brutalement irruption. Nous vivons ce moment historique. En l'espace d'un an, des événements exceptionnels ont bouleversé les grands équilibres géopolitiques : des peuples se sont révoltés, des guerres ont éclaté, des pays entiers ont sombré dans le chaos. Ailleurs, des négociations jusque-là stériles ont fini par aboutir. Guerre civile en Syrie, intervention française au Mali, révoltes égyptiennes, nucléaire iranien, renouveau de la puissance russe, ambitions de la Chine,

faiblesse chronique de l'Europe : le monde n'est plus le même, ses certitudes et ses rapports de puissance sont devenus obsolètes, partout des *statu quo* ont volé en éclats.

Grand reporter international au *Figaro*, Renaud Girard a observé au jour le jour ces bouleversements considérables. Bien mieux qu'un journal télévisé, son livre nous offre le film des secousses telluriques qui ont rythmé la vie internationale. De Mogadiscio à Téhéran, de Benghazi à Gao, de Washington à Moscou, de Pékin à Athènes, ses témoignages et ses analyses sans concession font revivre comme personne leaders politiques, diplomates professionnels, révolutionnaires exaltés, djihadistes armés, citoyens engagés de l'Histoire se faisant.

Un livre brûlant pour comprendre comment, derrière l'enchaînement des faits, un nouveau monde est en marche.

Normalien, énarque, Renaud Girard est le chroniqueur international du Figaro. Comme correspondant de guerre, il a couvert tous les grands conflits des trente dernières années. Lauréat des Prix Louis Hachette et Bayeux, il enseigne la stratégie internationale à Sciences Po et a publié plusieurs ouvrages dont Retour à Peshawar (Grasset, 2010).

Avec repères historiques et cartes

Le monde en marche

RENAUD GIRARD

Le monde en marche

*Les Repères et Chronologies ont été rédigés par
Luis de Lencquesaing*

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Du même auteur

Pourquoi ils se battent, Flammarion

La guerre ratée d'Israël contre le Hezbollah, Perrin

Retour à Peshawar, Grasset

Les cartes figurant dans ce livre sont reproduites
avec l'aimable autorisation du *Figaro*.

© CNRS ÉDITIONS, Paris, 2014

ISBN : 978-2-271-08013-4

Préface

Un soir de septembre 2011, alors que je me promenais au Caire le long du Nil, en attendant de partir le lendemain pour Benghazi sur un vol spécial de l'Onu, je reçus sur mon portable un appel inattendu. C'était Luis de Lencquesaing, un jeune étudiant passé par Cornell et l'Essec, que je connaissais depuis son adolescence, et qui venait d'achever un service militaire volontaire dans la Marine. Comme enseigne de vaisseau, ce passionné d'Histoire avait eu la chance de participer, de l'intérieur, à la campagne de bombardements français ayant abouti à la chute du dictateur libyen Mouammar Kadhafi. Ayant appris, par nos amis communs Denis et Marie-Christine de Kergorlay, que j'étais parti faire un reportage sur le rôle des katibas islamistes en Libye, il eut le culot de demander à m'accompagner sur le terrain. Après avoir vécu parmi les militaires, il rêvait de connaître la vie des reporters. N'ayant appréhendé la Libye qu'à travers les écrans d'ordinateur des bâtiments de la Royale, il voulait en fouler le sable et parler avec ses habitants. Ce livre s'ouvre sur le reportage que nous fîmes ensemble.

Un après-midi d'avril 2013, alors que je finissais de déjeuner avec mon vieil ami éditeur Jacques Baudouin, dans un petit restaurant de la Montagne Sainte-Geneviève, nous eûmes l'idée de réunir les chroniques internationales que je publie dans *Le Figaro* tous les mardis, afin de tenter de présenter un « état du monde » de l'année que nous étions en train de vivre. « “Le monde en marche” », voilà comment s'intitulera le livre ! », s'exclama Jacques, conquis par l'idée. C'est un autre ami, lecteur, Jean-Louis Bernardini, à qui je parlais du projet autour d'un verre à notre cercle, qui me donna l'idée d'illustrer chaque chronique d'un repère chronologique et explicatif : « Il est

crucial qu'on nous rappelle systématiquement le contexte de ce que tu racontes ! Sinon, nous serons perdus... ». Le chroniqueur tente toujours de livrer à ses lecteurs une sorte d'Histoire immédiate. Il est bon que celle-ci soit nourrie par le rappel des dates des grands événements qu'une Histoire plus ancienne a déjà retenues. Pour rédiger ces repères, j'ai aussitôt pensé à Luis, mon jeune compagnon d'aventures à Tripoli. Par passion pour la géopolitique, il accepta avec enthousiasme. Qu'il soit ici remercié chaleureusement.

Il y a trente ans, au printemps 1984, un grand monsieur très élégant, Philippe Grumbach, directeur-adjoint de la rédaction du *Figaro*, m'envoya à Chypre réaliser mon premier reportage. C'était un test, pour savoir si le jeune énarque que j'étais serait capable de se muer en journaliste. Une sorte d'examen d'entrée dans ce grand journal français. L'île des citrons amers ne se remettait pas d'avoir été envahie, dix ans auparavant, par les forces turques. Ces dernières occupaient toujours 38 % du territoire ; malgré les patrouilles des Casques bleus de l'Onu, les incidents armés étaient fréquents sur la ligne verte coupant Nicosie en deux ; les deux cent mille réfugiés grecs n'avaient pas encore été relogés. Je me souviens du bonheur que j'ai éprouvé à traverser de part en part cette île belle comme Vénus ; à recueillir le témoignage de ses habitants si hospitaliers, turcs comme grecs ; à me plonger, assis au soleil sous un olivier, dans un livre d'histoire relatant les péripéties et les erreurs de la colonisation britannique ; à noircir des feuillettes sur la table en bois d'une minable chambre d'hôtel, dont le seul mérite était de donner sur les barbelés, les miradors et les jardins abandonnés de la ligne verte. Depuis, j'ai toujours considéré que l'attrait du métier de journaliste reposait sur son mélange très particulier de sensations physiques (ce qu'on voit, ce qu'on entend, ce qu'on sent, ce qu'on goûte et ce qu'on touche en reportage) et de plaisirs intellectuels (la compréhension de situations politico-

historiques complexes, la jouissance d'une page bien écrite, qu'il s'agisse de la lire ou de la rédiger). J'espère que, dans ces pages, j'aurai fait passer au lecteur un peu du plaisir que j'ai eu à les écrire.

Nous vivons actuellement une époque de bouleversement complet des relations internationales. Des certitudes qui paraissaient établies depuis des années – l'hyperpuissance américaine, la faiblesse russe, le mouvement irrésistible des révolutions arabes, la montée en puissance des pays émergents – sont ébranlées. Le théâtre mondial change de décor, de nouveaux paradigmes émergent, aussi imprévus que tonitruants. L'Europe, qui était programmée pour devenir une puissance politique et pas seulement économique, recule devant l'obstacle, elle patine et tarde à faire entendre sa voix. Les États-Unis semblent perdre leur *leadership*; l'Asie devient le centre des tensions; l'Afrique ou plutôt les Afriques oscillent plus que jamais entre conflits et croissance économique; les lignes de fracture s'accroissent sur tous les continents mais pas toujours là où on les attendait.

Dans les pages qui suivent, on verra comment, semaine après semaine, des idées établies ont été foudroyées par la réalité. Comment les conformismes et les scénarios les mieux programmés ont volé en éclats devant l'enchaînement accéléré des faits. Comment les esprits, ceux des citoyens comme ceux des gouvernants, sont tétanisés devant ce renversement des paradigmes.

Ce livre est celui d'un observateur, aussi surpris que fasciné, du nouvel échiquier mondial en train de se recomposer sous nos yeux. Il ne prétend pas offrir de nouvelles grilles de lecture mais tout simplement l'analyse la plus froide et objective possible des situations, des acteurs politiques et des faits, dans ce qu'ils ont de plus structurants pour les temps qui viennent.

LA LIBYE ET LE RISQUE ISLAMISTE

Longue barbe noire, bonnet et djellaba blanche impeccable, l'homme vient de faire sa prière du début d'après-midi, la seconde de la journée en islam. D'un pas lent mais décidé, il sort de la mosquée d'al Ateeq, construite en 1680, la plus ancienne de Derna, ville côtière de Cyrénaïque de cent mille habitants. Bien volontiers, il accepte de s'entretenir, en ce mois de septembre 2011, avec les journalistes français, qui se sont protégés du soleil à l'ombre de l'antique fontaine de marbre destinée aux ablutions. Quarante-cinq ans, comptable, Salah Suissi ne se montre pas surpris qu'on lui pose des questions sur les djihadistes de sa ville. Derna est connue dans toute la Libye pour avoir été un repaire de combattants islamistes internationalistes. En 2007, dans une grotte située non loin de Mossoul, les Américains trouvèrent une liste de djihadistes étrangers combattant en Irak. Parmi eux figuraient cent douze Libyens, dont cinquante provenaient de Derna. La principale force militaire de la ville, la katiba des martyrs d'Abou Salim (du nom d'une prison de Tripoli où Kadhafi fit massacrer un millier d'islamistes en 1996), est entraînée par Abdul Hakim al Hasadi, homme pieux de quarante-cinq ans, ayant reçu sa formation militaire dans l'Afghanistan des talibans. La brigade combat actuellement sur le front de Syrte. L'un de ses chefs est Abou Sufyane Qumu, un ancien prisonnier de Guantanamo, libéré par les Américains en 2007. Hasadi et Qumu étaient membres du GICL (Groupe islamique de combat en Libye), mouvement clandestin violemment réprimé par Kadhafi dans les années 90,

qui s'est auto-dissout en août 2009. À la faveur de la Révolution de février dernier, il est réapparu sous le nom de « Mouvement islamique libyen pour le changement ».

« Quoi de répréhensible? Nos frères sont allés se battre contre une occupation injuste d'un pays musulman par des étrangers. En Irak, les soldats américains violaient les femmes. Et aussi les hommes! », s'exclame Salah. « Aujourd'hui, ils se battent contre l'occupation de la Libye par Kadhafi, c'est simple! » Après les journées révolutionnaires de la mi-février et le pillage des arsenaux de Kadhafi en Cyrénaïque, de nombreuses katibas indépendantes ont émergé, sous la direction d'anciens djihadistes, les seuls à avoir une expérience militaire réelle. En écoutant ce brave comptable, nous nous posons immédiatement toute une série de questions. En renversant Kadhafi, la France et l'Angleterre n'ont-elles pas joué avec le feu? N'ont-elles pas commis la même erreur que l'Amérique, qui arma les islamistes afghans dans les années 80 pour affaiblir l'Union soviétique, mais qui subit dix ans plus tard un terrible retour de flamme? La Libye ne risque-t-elle pas de devenir un émirat islamique antioccidental ou, pire, une Somalie bis?

Le signe le plus inquiétant fut l'assassinat, le 28 juillet 2011, du général Abdel Fattah Younes, le chef d'état-major que le Conseil national de transition (CNT) s'était choisi pour diriger l'« armée » des rebelles. « Mon oncle voulait placer toutes les katibas sous une même autorité », explique Mohammed Younes Obeidi, qui reçoit dans un petit salon à l'entrée du grand parc de la vaste villa familiale à Benghazi. Le général Younes, à qui l'on reprochait un enlèvement sur le front de Brega, avait été rappelé à Benghazi pour répondre à une commission d'enquête du CNT. En chemin, il fut, selon son neveu, kidnappé puis assassiné par un certain Bokattala, chef d'une katiba de takfiristes (islamistes radicaux estimant que quiconque ne suivant pas leur mouvance est un infidèle).

Bokattala et ses combattants de la brigade Obaida ibn Jarra se sont, depuis, évanouis dans la nature. En vain, pour le moment, la grande tribu des Obeidis demande à Mustafa Abdul Jalil, président au CNT, la publication des conclusions de l'enquête interne qu'il ordonna. Le rappel de Younes avait été réclamé par le vice Premier ministre Eissaoui et d'autres membres proches de la tendance « Frères musulmans » du CNT, qui négligèrent – volontairement ? – d'assurer la sécurité du général lors de son transfert. Cette affaire, qui provoqua la dissolution du « comité exécutif » (gouvernement des rebelles), empoisonne toujours le climat politique à Benghazi, où les négociations secrètes pour la formation du nouveau gouvernement s'éternisent.

« Les Frères Musulmans essaient de confisquer la Révolution à leur avantage. Ils veulent tout contrôler. Ils sont mus par un agenda politique de prise de pouvoir », se plaint Ahmed al Barassi, jeune entrepreneur, qui nous offre un thé vert parfumé, à l'ombre des jacarandas de son jardin de Tabalino, quartier bourgeois de Benghazi. « Ce sont leurs amis qui, avec l'aide du Qatar, cherchent à s'emparer des leviers militaires du pays : Ismaïl Salabi et Abdulhakim Belhadj contrôlent respectivement Benghazi et Tripoli », ajoute le jeune homme, qui vient de fonder, avec une trentaine d'autres amis, un « Conseil de protection de la Révolution », ayant vocation à se transformer plus tard en un parti politique libéral et fédéraliste.

Dans la mouvance islamiste, la famille Salabi tient aujourd'hui le haut du pavé en Libye. Il y a Ali, le politique ; Ismaïl, le militaire ; Oussama, le prédicateur. Clerc islamique de haut niveau, Ali Salabi fut jeté en prison par Kadhafi dans les années 80. Contraint ensuite à l'exil, il se réfugia d'abord en Arabie saoudite, puis au Soudan, puis au Yémen, pour finir au Qatar. C'est là qu'il devint l'ami du théologien Frère musulman Youssef al-Qaradawi, lequel le présenta au cheikh Hamad, émir du Qatar. Qaradawi, qui fut déchu de sa nationalité

égyptienne par Nasser, prêche toutes les semaines sur la chaîne satellitaire qatarie Al-Jazira, écoutée par une centaine de millions d'Arabes. Ce vieux savant, vénéré entre autres par l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France), considère qu'islam et démocratie ne sont pas incompatibles, mais que prôner une constitution laïque équivaut pour un musulman à commettre le crime d'apostasie. Lors d'un prêche télévisé en janvier 2009, il déclara : « Tout au long de l'histoire, Allah a imposé aux Juifs des personnes qui les puniraient de leur corruption. Le dernier châtement a été administré par Hitler. Avec tout ce qu'il leur a fait – et bien qu'ils [les Juifs] aient exagéré les faits –, il a réussi à les remettre à leur place. C'était un châtement divin. Si Allah veut, la prochaine fois, ce sera par la main des musulmans ! »

Après de longues négociations avec Saïf-al-Islam, le fils de Kadhafi, Ali Salabi obtint en 2009 la libération de tous les djihadistes du GICL des geôles libyennes, en échange de leur renonciation à la violence. Membre du CNT, il n'a cessé, depuis le mois de février, de faire la navette entre sa base du Qatar et les fronts tenus par les rebelles. C'est lui qui a organisé la livraison des armes qataries directement aux katibas islamistes, sans passer par le gouvernement du premier ministre Mahmoud Jibril, un « laïc » éduqué aux États-Unis.

À la fin du mois de juillet 2011, Jibril s'est plaint aux Occidentaux du jeu trouble du Qatar, lesquels ont fait passer un avertissement discret aux autorités de Doha : pas question de tenter de récupérer la Révolution démocratique libyenne au seul profit des islamistes, sectateurs du tandem Salabi-Qaradawi.

Le 12 septembre, sur les ondes d'Al-Jazira, Ali Salabi, disant parler au nom des masses libyennes, traita Mahmoud Jibril d'« extrémiste laïc ». Ce propos provoqua l'humeur de nombreux Libyens et des manifestations à travers tout le pays.

« Mais qui est-il, ce Salabi, pour oser parler en notre nom, comme le faisait Kadhafi ? », s'insurge Chabaan el Fitri, professeur d'électricité, rencontré sur le marché aux oiseaux de Benghazi. « C'est mal : il introduit la fitna (la dissension) dans notre Révolution ; il manque de respect envers un homme qui a beaucoup fait pour que notre mouvement soit reconnu dans le monde entier. Lui et Eissaoui sont des Frères musulmans et on n'en veut pas ici. On veut un pays moderne, ouvert sur la Méditerranée », poursuit cet homme de quarante ans, pourtant vêtu d'une tenue très islamique, et qui nous quitte pour aller prier à la mosquée voisine.

Dans leur quasi-totalité, les Libyens sont des gens pieux, mais ils appartiennent à l'école malikite, la branche la plus modérée de l'islam. Se rendant compte qu'il avait commis une gaffe, Salabi présenta ses excuses, dans une émission ultérieure, pour avoir dit qu'il parlait au nom du peuple libyen. Depuis, il multiplie les interviews rassurantes, disant que lui et ses amis respecteraient les choix démocratiques de la population, quels qu'ils soient, « même si une femme devait être élue président ».

Le jour de la chute de Tripoli, le chef d'une katiba, Abdelhakim Belhadj, ancien du GICL et de l'Afghanistan, se proclama gouverneur militaire de la ville, devant un micro opportunément tendu par une équipe d'Al Jazira, alors qu'il n'avait reçu aucun mandat du CNT en ce sens. Homme organisé et réfléchi, il sut éviter ensuite tout acte de vengeance dans la capitale et imposer à ses hommes la politesse à l'égard des civils, y compris, aux barrages, à l'égard des rares femmes conduisant sans voile. Diplomates et journalistes font désormais la queue pour le voir, dans les bureaux qu'il a pris à l'hôtel Radisson, sur le front de mer. À tous, il tient un langage de modestie et de modération démocratique.

Est-ce par conviction ou par réalisme ? Nombreux sont les Tripolitains à soupçonner des intentions cachées chez Belhadj.

« Ce n'est pas un bon signe qu'il ait dit, sur Al Jazira, aux combattants des autres brigades, de rentrer chez eux car il contrôlait bien la situation », confie Baadis Ghezal, ingénieur pétrolier de profession, et actuellement officier logistique de la katiba Ali Youssef. Venue de Djadou, dans le Djebel Nefoussa, cette brigade s'est installée à l'extrémité ouest de la capitale, dans un élégant complexe touristique de bord de mer, naguère propriété d'Hannibal Kadhafi. Devant chaque pavillon de pierres sèches, est garé un pick-up, surmonté d'un canon antiaérien de 20 mm. Cette unité, où les Berbères sont majoritaires, ne prend pas ses ordres chez Belhadj, mais directement auprès de « la salle d'opérations » de Benghazi. « Nous sommes là pour protéger la population. Nous ne partirons que lorsqu'une police nationale aura été reconstituée et qu'elle prendra seule en charge la sécurité de la ville. Nous rendrons alors toutes nos armes, et nous veillerons à ce que la katiba de Belhadj en fasse autant ! », conclut le Berbère, fervent partisan d'une Libye « ouverte, instruite, en paix avec le monde entier ».

Sous le soleil de Tripoli, où l'école et le ramassage des ordures ont repris, où les restaurants rouvrent un à un, le badaud européen est partout chaleureusement accueilli. Nulle part on ne ressent la moindre agressivité islamiste. Pour le moment, le coup de poker géopolitique de Sarkozy semble marcher. Sur le mur extérieur de sa villa italienne art déco, un habitant du centre-ville a écrit en anglais, en grosses lettres blanches, non sans humour : « So far, so good »...



Repères

► Libye

Plus de 6 millions d'habitants, dont 97 % de culture berbéro-arabe et de religion musulmane sunnite.

Le pays, formé de tribus dont l'autorité est souvent plus légitime que celle du pouvoir central, se découpe en trois grandes provinces : la Tripolitaine, à l'Ouest, siège du pouvoir politique et économique ; la Cyrénaïque à l'Est, principale région pétrolière représentant 80 % des réserves prouvées de Libye et comptant 4 raffineries (contre 1 seulement pour la Tripolitaine) ; le Fezzan au Sud, avec pour capitale Sebha.

Les hydrocarbures représentent 95 % des exportations du pays. Avec 47 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées et une production de 1,7 millions de barils par jour en 2012, la Libye est un pays producteur majeur. Ces ressources en font le pays le plus riche d'Afrique en terme de revenu par habitant (11 230 euros/habitant).

1951 : Indépendance. Le roi Idriss prend la tête du pays et chasse les Italiens.

1969 : Coup d'État du capitaine Kadhafi, qui instaure une dictature s'appuyant sur les divisions entre les tribus et la redistribution des rentes pétrolières. Son soutien à des groupes terroristes internationaux lui vaut très vite des relations difficiles avec les pays occidentaux.

1992-1999 : Mise sous embargo par la communauté internationale à la suite des attentats de Lockerbie (1988).

Début des années 2000 : Tentative de retour dans le concert des nations. L'opposition aux islamistes fait de la Libye un allié objectif des États-Unis dans la guerre contre Al Qaida. Le sort de Saddam Hussein rend Kadhafi plus enclin à se rapprocher de l'Occident.

17 décembre 2010 : Le vendeur de fruits Mohammed Bouazizi s'immole par le feu en Tunisie. Début de la révolte populaire tunisienne puis du « Printemps arabe ».

16 février 2011 : Début des manifestations en Libye. Les revendications démocratiques du « Printemps arabe » s'ajoutent aux tensions régionales historiques entre la Cyrénaïque et la Tripolitaine. Les mouvements islamiques, réprimés durement par Kadhafi, cherchent à prendre leur revanche.

17 février 2011 : À l'Est, les révolutionnaires s'arment dans les casernes conquises par la rue.

18 février 2011 : Benghazi et Beida sont « libérés » par les rebelles.

26 février 2011 : Le Conseil de sécurité des Nations unies vote la résolution 1970 instaurant des sanctions économiques à l'encontre de Kadhafi et ses proches.

27 février 2011 : Le Conseil National de Transition (CNT) est créé à Benghazi sous la présidence de Mustafa Abdel-Jaleel, ancien ministre de la Justice de Kadhafi bénéficiant d'une image de sage. À l'Ouest, Misrata devient le fer de lance de la rébellion.

7 mars 2011 : Kadhafi lance une offensive d'envergure par terre, par air et par mer contre les rebelles.

10 mars 2011 : la France est le premier pays à reconnaître le CNT comme seul représentant légitime de la Libye.

15 mars 2011 : Les forces de Kadhafi sont aux portes de Benghazi et s'apprêtent à écraser l'insurrection.

17 mars 2011 : Sous l'impulsion de la France, la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies est adoptée par 10 voix pour et 5 abstentions (Allemagne, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde). Elle autorise des sanctions économiques supplémentaires, la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne et le devoir de protection des civils. Son contour flou permet à la France de légitimer une intervention militaire.

19 mars 2011 : Sommet international sur la Libye à l'Élysée. Les colonnes de chars kadhafistes, massées aux portes de Benghazi, sont détruites par les « Rafale » français.

23 mars 2011 : Le porte-avion *Charles de Gaulle* croise au large des côtes libyennes. Les opérations militaires alliées en Libye sont lancées. L'intervention initiale est menée par la France (opération Harmattan), les États-Unis (opération Odyssey Dawn) et le Royaume-Uni (opération Ellamy).

31 mars 2011 : L'OTAN (opération Unified Protector) prend le commandement des opérations aériennes.

20 – 23 août 2011 : Tripoli se libère des forces pro-Kadhafi qui, réfugiées à Syrte, Bani Walid et Sebbah, continuent le combat.

15 septembre 2011 : voyage à Tripoli et Benghazi de Nicolas Sarkozy et du Premier ministre anglais David Cameron.

20 octobre 2011 : Kadhafi est lynché devant Syrte après que son convoi eut été détruit par l'aviation française.

7 juillet 2012 : Élections législatives. Les partis pro-occidentaux obtiennent la majorité du Congrès général mais les islamistes gardent le contrôle de leurs brigades.

8 août 2012 : Le Congrès remplace officiellement le CNT comme organe principal du pouvoir libyen.

11 septembre 2012 : Assassinat de l'ambassadeur des États-Unis Christopher Stevens à Benghazi par un commando islamiste.

14 octobre 2012 : Ali Zeidan, modéré de tendance laïque, ayant vécu 30 ans en exil en Allemagne, est élu Premier ministre par le parlement.

* * *

► **Malikisme** : La plus modérée des quatre écoles juridiques classiques du droit musulman sunnite. Une majorité des Libyens appartient à cette mouvance.

► **Salafisme** : Mouvement sunnite prônant un retour à l'islam du VII^e siècle. Il refuse toute interprétation du Coran. Mouvance fondamentaliste qui ne cherche pas forcément à s'imposer par la violence.

► **Takfirisme** : Mouvance islamiste inspirée du salafisme, favorable à la lutte armée pour instaurer un État islamique. Le terme « takfiri » signifie en arabe « excommunication ». Aux yeux des takfiris, les autres musulmans sont coupables d'apostasie et doivent être déchus du statut de musulman.

► **Affaire Younès** : Le général Younès, ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi, rejoint la rébellion dès février 2011. Nommé général en chef de « l'armée de libération nationale » par le CNT, avec pour mission de rassembler les différentes brigades rebelles sous un commandement unique, il est assassiné le 28 juillet 2011 dans des conditions toujours non élucidées.

► **Les islamistes dans la Libye de Kadhafi** : La dictature de Kadhafi, d'inspiration laïque et socialiste, combattait les islamistes. Dans les années 1990, ceux-ci, notamment le Groupe Islamique de Combat en Libye (GICL), essaient de prendre le pouvoir et sont violemment réprimés. Après le massacre d'un millier d'opposants djihadiste dans la prison d'Abu Salim par Kadhafi en Juin 1996, celui-ci amorce un dialogue avec les djihadistes en 2010 dans une perspective d'union nationale et libère plusieurs centaines de militants détenus en prison.

La révolution apporte aux islamistes l'occasion de se venger de Kadhafi et de tenter de prendre le contrôle du pays. Ils jouent un rôle non négligeable dans les combats. Certains ont été formés en Afgha-

nistan. Ainsi, le commandant de la puissante katiba du 17 février Abdelhakim Belhaj, ancien émir du GICL, a combattu en Irak et en Afghanistan avant d'être capturé par les Américains en Malaisie en 2003 puis libéré. Malgré le soutien du Qatar, qui les arme et les finance, ils ne parviennent pas à prendre le contrôle de la révolution.

► **L'activisme du Qatar dans la révolution libyenne**: Dès le 20 mars 2011, le Qatar rejoint la coalition militaire et déploie 4 avions dans le ciel libyen. Le 28 mars 2011, il est l'un des premiers pays à reconnaître le CNT. L'émirat devient un des acteurs incontournables de la révolution, notamment grâce à l'utilisation de la télévision Al Jazira comme arme de propagande pro-rebelles, et à l'armement et au financement du CNT. Le Qatar finance la campagne électorale ratée de l'islamiste Abdelhakim Belhaj lors des élections législatives du 7 juillet 2012.

dangereusement mouvantes : les frontières héritées de la colonisation sont aussi en train d'exploser.

Cette crise de confiance dans la gouvernance publique touche encore plus sévèrement les organisations supra-étatiques nées du traumatisme de la Seconde guerre mondiale. Qui, au Levant ou dans l'Afrique des Grands Lacs, respecte encore le drapeau azur des Nations Unies ?

En ce qui concerne l'Union européenne, les présidents de sa Commission, de son Parlement, de son Conseil, se sont montrés incapables d'expliquer la crise économique aux citoyens européens et le chemin envisagé pour en sortir, d'où la croissance spectaculaire de l'euroscpticisme.

Est-ce à dire que 2014 sera pire que 2013 ? Non, le pire n'est pas sûr. L'espoir existe bel et bien. Les manifestants ukrainiens ont montré aux Européens blasés la valeur de leur modèle juridique de gouvernance. La Banque centrale européenne a bien fait son travail : la zone euro n'a pas explosé. Aux États-Unis, la croissance est repartie. 2014 ne sera pas une année de désastre comme 1914. Il n'y a donc aucune raison pour que ce désenchantement glisse vers une dépression encore plus délétère.

